

Le pouvoir aux travailleurs

14 Avril 2013

N° 190

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- ENTRE LA VÉRITÉ ET LE MENSONGE !.....	2 - 3
- LA LUTTE DES ENSEIGNANTS POUR L'AMÉLIORATION DE LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE	4 - 5
- LE VER EST DANS LE FRUIT !.....	5 - 7
- ÉLECTIONS MUNICIPALES ET REGIONALES : LA GRANDE FOIRE AUX PROMESSES.....	8
- LE GOUVERNEMENT ANNONCE UNE NOUVELLE MENACE CONTRE LES PETITES GENS !	9
- LES ACCIDENTS DE TRAVAIL : LES EMPLOYEURS S'EN MOQUENT	10
- SOTACI : UN TRAVAILLEUR MEURT SUBITEMENT A L'USINE.....	10
- SICOGI PK 18 : SOUS LA PRESSION DES TRAVAILLEURS, LA DIRECTION A FINI PAR LACHER DES MIETTES	11 - 12
- CIMAF : LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS A EU RAISON DU PATRON	12 - 13
- MALI : L'ÉTAT MALIEN POSSÈDE UNE ARMÉE A SON IMAGE.....	14 - 15

E d i t o r i a l

ENTRÉ LA VÉRITÉ ET LE MENSONGE !

Le Premier ministre Kablan Duncan a tenu une conférence de presse le 4 avril. Quelques jours plus tard, son ministre du Commerce, Jean-Louis Billon, à son tour, a accordé une interview au quotidien Fraternité-Matin. Ce qui ressort de leurs propos, et d'ailleurs des actes du gouvernement, c'est que les travailleurs et les populations pauvres n'ont rien à en attendre.

Kablan Duncan a, ainsi, déclaré que « *le revenu par tête d'habitant connaît une hausse de 7,8% en 2012 et nos populations devraient de plus en plus sentir les effets en 2013. Ajoutant, le revenu par tête d'habitant prévoit 8,5% pour l'année 2013* ». A écouter ce Monsieur, donc, le quotidien des travailleurs s'améliorerait dans ce pays. On a envie de lui demander s'il habite bien en Côte d'Ivoire. Si c'est le cas, en tout cas, ce n'est certainement pas dans la Côte d'Ivoire des pauvres, pour lesquels les salaires sont bloqués depuis des années alors que les prix des biens de consommations ne cessent d'augmenter. Mais alors, à quoi riment ces propos du Premier ministre, quand il dit que la situation s'est améliorée, sinon qu'il parle uniquement pour les riches dont lui-même fait partie ! En effet, pour obtenir ces chiffres qui indiquent une augmentation des richesses produites par tête d'habitant, Kablan Duncan n'a fait que diviser le « *produit intérieur brut* », qui est censé mesurer la richesse produite en une année, par le nombre d'habitants. Comme en Côte d'Ivoire, il se vend plus de voitures de luxe 4 x 4, il se construit plus de villas luxueuses, de magasins et de restaurants de luxe, le Premier ministre en conclut mensongèrement que nous devenons tous chaque jour plus riches !

A ce rythme a-t-il encore dit, sans rire, nous serons un « *pays émergent vers 2020* ». Mais pour cela, ajoute-t-il, il faudra « *le travail, le travail et encore le travail* ». Selon lui, « *en Asie, on travaille 12h par jour. Mieux, a-t-il insisté, 16h et même 18h* ». « *Quand vous travaillez à ce rythme durant 10 ou 20 ans, conclut-il, vous devenez la 1^{ère} puissance mondiale !* ».

A coup sûr, de cette façon, Kablan Duncan et Jean-Louis Billon, tous deux, riches propriétaires d'entreprises par ailleurs, s'enrichiront beaucoup plus, surtout s'ils réussissent à faire crever les travailleurs au boulot pour une assiette d'attieké !

Cela n'empêche pas ce même Jean-Louis Billon de déclarer, pourtant, le 9 avril : « *nous sommes un des pays les plus chère du monde. Abidjan est classé parmi les 50 villes les plus chères du monde. Qu'elle soit plus chère que San Fransisco ou Los Angeles aux Etats-Unis est un gros problème. Car l'ivoirien a un pouvoir d'achat nettement moins important que celui d'un américain* ». C'est le moins qu'il puisse dire ! Sauf que cette vérité-là, il ne la disait pas à l'attention des travailleurs mais plutôt à l'attention des forces de l'ordre qui rackettent ses camions et ceux de ses pairs, et qui, selon lui, renchérissent ainsi le coût de la vie, puisque les riches font payer la note aux consommateurs que constituent les travailleurs et les populations pauvres.

Selon la logique de ses propos, puisque la vie est chère et les salaires bas, il faudrait une augmentation générale des salaires.

Voilà pourquoi un coup de colère des travailleurs serait nécessaire et salutaire, à l'exemple de celui des enseignants.

<p>LA LUTTE DES ENSEIGNANTS POUR L'AMÉLIORATION DE LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE</p>

L'intersyndicale du secteur éducation-formation qui regroupe une vingtaine de syndicats d'enseignants a déclenché une nouvelle grève d'une semaine depuis le lundi 8 avril. Ils sont à leur sixième grève en sept mois. Ce qui a déclenché cette fois-ci la colère des enseignants, ce sont les coupes sur leur salaire des jours de grève passés, auxquelles s'ajoutent des revendications pécuniaires toujours non satisfaites et les nombreuses provocations du gouvernement.

Parmi ces provocations il y a celle du ministre de la Fonction Publique, Gnamien Konan, qui non content d'avoir coupé le salaire des jours de grève, a annoncé le 2 avril à la télévision, de façon mensongère, que les instituteurs perçoivent un salaire de 307.000 Fr alors qu'il est en réalité de 246.000 Fr. Autre provocation du gouvernement : en guise de représailles, des enseignants ont été révoqués de leur poste et d'autres ont été mutés n'importe comment.

Tout cela n'a fait que renforcer le mécontentement déjà existant. En effet, le corps enseignant a des revendications non satisfaites. Elles portent essentiellement sur les arriérés non perçus. Les uns dénoncent le non-respect des avancements automatiques qui doit s'opérer tous les deux ans avec effet financier ; d'autres, le non-respect de la nouvelle grille salariale adoptée depuis 2009. Il y a

aussi un reliquat important sur la « *bonification indiciaire* » au primaire, non réglé, etc.

Des menaces aux actes

Lors de la dernière rencontre des représentants des enseignants avec le Premier ministre, ce dernier leur a clairement signifié que « *l'Etat ne peut aller au-delà* » de ce qu'il a déjà cédé. Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement, jouant le rôle de policier leur a signifié que « *ceux qui feront l'objet de trouble à l'ordre public seront mis aux arrêts* ».

Liant l'acte à la parole, une dizaine d'enseignants du primaire et du secondaire ont été mis aux arrêts dès le premier jour de grève. Mais grâce à la mobilisation de leurs camarades, la majorité d'entre eux ont été libérés après avoir été arrêtés durant deux à trois jours. Mais à ce jour, trois instituteurs sont toujours entre les mains de la gendarmerie à Lakota et peut-être d'autres ailleurs.

Le siège du Mouvement des Instituteurs pour la Défense de leurs Droits (Midd), à Abidjan, est assiégé par les gendarmes depuis le 8 avril. Les forces armées sont positionnées aussi dans les enceintes des écoles.

Qui prend les élèves en otage?

Le ministre de l'Education a accusé les enseignants de vouloir « *prendre en otage les enfants* » dont

ils mettraient l'année scolaire en danger. Et le gouvernement, ne prend-il pas en otage les élèves, en ne cédant pas aux revendications des enseignants ? Comme le gouvernement n'est pas à une démagogie près, à l'écouter, c'est à cause des tous petits avantages que les enseignants ont réussi à arracher par leur lutte jusque-là que les autres salariés de l'Etat, n'ont eu aucune avancée sur leur salaire. Le disant, le gouvernement espère surtout leur mettre les autres salariés à dos.

Pourtant ce sont ceux qui sont au gouvernement qui roulent carrosse ; dépensent des milliards pour équiper les forces armées. Et quand il s'agit de payer les petits salariés de l'Etat qui n'en peuvent plus, alors là, il n'y aurait plus d'argent. Et ce serait les enseignants, les responsables des bas salaires des petits salariés de la fonction publique ? C'est vraiment se moquer des gens !

« Salaire coupé, école coupée »

C'est par ce slogan que les instituteurs ont à nouveau mobilisé leur troupe. En

tant que travailleurs, on ne peut être que solidaire de leur lutte. C'est grâce à leur mobilisation qu'ils ont réussi à arracher de petits avantages qu'ils estiment à juste titre être leur droit. C'est encore par la mobilisation qu'ils ont réussi à faire libérer leurs camarades arrêtés.

Les jours qui viennent nous situeront sur la politique que suivra le gouvernement. Ce sera peut-être un durcissement de la répression. D'autant plus, si le mouvement faiblit. A l'inverse, le gouvernement reculera d'autant plus si le mouvement gagne d'autres catégories de salariés. Cet élargissement du mouvement, s'il se produit, ne sera pas le fait des enseignants qui ont plutôt une politique corporatiste. Mais ce sera à cause du fait que les travailleurs, qu'ils soient du privé ou du public, n'arrivent plus à joindre les deux bouts, tellement la vie est devenue chère. Comme chez les enseignants, la colère peut aussi exploser.

LE VER EST DANS LE FRUIT !

Il y a quelques jours à la télévision, on a vu le chef d'état-major Soumaïla Bakayoko parader dans la région Ouest, dans les localités de Toulepleu, Bolequin, Guiglo, Taï et Danané. C'était à l'occasion d'une grande manœuvre militaire dans cette région où ses éléments subissent régulièrement des attaques.

Ses hommes n'ayant rencontré « *aucun ennemi* », durant ces manœuvres, le chef d'état-major a conclu que « *la zone est devenue propre* ». Pourtant, la dernière attaque à Petit Guiglo date seulement de fin mars. Aucun assaillant n'avait alors été arrêté. Ses éléments avaient tout juste mis la main sur trois victimes

innocentes qu'ils avaient présentées à la presse comme étant les assaillants.

D'ailleurs, si la région était si « *propre* », il n'aurait pas pris la décision d'y installer une « *garnison permanente* » avec des « *moyens renforcés* », comme il l'a dit à cette occasion.

De plus, il n'y a pas que dans la région Ouest qu'il y a ce genre d'attaques. Au moment où l'armée y organisait sa manœuvre, c'est un commissariat de police qui se faisait attaquer à Yopougon. Ensuite, le 11 avril, c'est dans la ville de Bouaké que d'ex-combattants des Forces nouvelles (Fafn) ont manifesté leur mécontentement. Ils n'ont pas eu du mal à faire sauter les barrages de police, de la gendarmerie, de la douane et des Eaux et forêts, pour ériger un peu plus loin le leur.

L'un d'entre eux, un certain Traoré Moussa s'est présenté à la presse comme ayant été l'un des premiers gardes de corps du chef d'état-major actuel Soumaïla Bakayoko, quand celui-ci était à la tête des Forces nouvelles. Cet ex-garde du corps se dit être un laissé-pour-compte et affirme avoir reçu depuis 2008, pour tout salaire, la somme de 90.000 Fr à trois reprises. Aujourd'hui, lui et ses amis réclament chacun la somme de 40 millions de francs « *avant de déposer les armes* ». Sans quoi a-t-il menacé, « *il n'y aura pas d'élection à Bouaké* ».

Autant dire qu'aucune « *zone* » n'est vraiment « *propre* », pour

reprendre les mots du chef d'état-Major. Et ce n'est certainement pas une affaire de « *réconciliation nationale* », comme Konan Banny et son équipe de chefs religieux et de notables préposés à cette tâche, payés tous à coups de millions depuis plusieurs années, veulent faire croire, étant donné que cela y va de leur intérêt.

Qu'ils nous disent, donc, qui est en palabre avec qui dans ce pays et qui il faudrait réconcilier ? Ce ne sont pas les populations qui sont en conflit entre elles. Ceux qui ont tué des gens dans ce pays durant toute cette période de crise, ce sont les milices armées des deux bords et les Fds qui étaient alors au pouvoir. Tous ceux-là étaient suppléés par quelques désœuvrés à leur service. Eux-mêmes, à leur tour, recevaient leurs ordres des dirigeants politiques. Aujourd'hui, les dirigeants d'un des deux camps, celui de Soro Guillaume et de Ouattara, sont au pouvoir. Ceux-là, ainsi que les principaux dirigeants de leurs branches militaires, n'ont plus que le mot « *paix* » à la bouche car ils veulent profiter tranquillement de leurs rapines et de leurs postes. Quant aux dirigeants du Fpi, le camp des perdants, contrairement à ce que les Bakayoko et consorts veulent faire croire, ils ne demandent qu'à passer à la mangeoire, pour peu qu'on leur cède quelques places.

Ouattara a casé le maximum de ses partisans. Même les postes de préfets sont maintenant occupés par les Ben Laden, Tuo Fozié, Koné Massamba et consorts. Les casernes,

la douane, les Eaux et forêts sont aussi occupés par une dizaine de milliers d'ex-miliciens du camp des vainqueurs.

Mais, tous les autres, estimés à une centaine de milliers d'ex-miliciens, aux dires même de Ouattara, sont en ce moment dans la nature. Pour trouver leur pitance, ils attaquent les véhicules dans les routes, font des razzias dans les villages, volent des armes dans les commissariats, etc. Ces problèmes d'ex-combattants n'ont rien à avoir avec une quelconque « *réconciliation nationale* » qui est une pure fiction.

A ce problème, s'ajoute, dans la région Ouest, un grave « *problème foncier* », aggravé par les massacres successifs de populations depuis plusieurs années. Le pouvoir en place trouvera bien des lampistes à qui faire porter le chapeau, comme il l'a fait

pour le massacre de Vavoua, histoire de montrer qu'il n'y a pas que des pro-Gbagbo qui sont poursuivis par la Justice. Mais les vrais responsables de ces massacres pavanent librement quand ils ne sont pas au pouvoir !

Autant dire que des attaques, aussi bien à l'Ouest, sur les routes, dans les villes, ici même à Abidjan, se reproduiront et continueront à faire encore de nouvelles victimes. Les dirigeants politiques au pouvoir le savent bien. Mais pour eux, là n'est pas l'essentiel. Ces attaques sporadiques sont, pour eux, un moindre mal. L'essentiel étant que l'économie continue de tourner et permette surtout aux Billon, aux Bolloré, aux Bouygues et consorts, de continuer à s'enrichir ; que les billes de bois, le café, le cacao, l'hévéa, le coton, l'anacarde, les graines de palmes, arrivent à être évacués à San-Pédro et à Abidjan. Voilà l'essentiel pour eux.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

ÉLECTIONS MUNICIPALES ET REGIONALES : LA GRANDE FOIRE AUX PROMESSES

Depuis le lancement de la campagne le 6 avril, on assiste à une vraie foire aux promesses. Tous les candidats promettent le paradis sur terre. Des hôpitaux par-ci, des centres de santé par-là, des routes, des écoles, des emplois par milliers. Bref, rien n'est trop beau ou impossible à réaliser. Et pourtant les voies non bitumées et à l'abandon ; les quartiers sans éclairage voire même non électrifiés ; les ordures ménagères qui s'amoncellent dans les rues ; le manque de salles de classe dans les écoles et encore bien d'autres défaillances des services publics témoignent des promesses non

tenues lors des élections passées. Mais même ceux qui sont déjà passés aux affaires, se refont une virginité et se représentent avec de nouvelles promesses.

De plus, certains candidats comme à Marcory ou Koumassi, n'hésitent pas à jeter leurs partisans les uns contre les autres alors qu'il n'y a nul doute que les protagonistes de cette joute électorale, quelle que soit leur étiquette, ne se servent des discours que pour embobiner les électeurs. Une fois assis sur la mangeoire des recettes municipales, ils ne se préoccupent plus que de se remplir la panse.

QUI A DIT QUE L'ASSEMBLÉE NATIONALE NE SERAIT PAS UNE CAISSE DE RESONNANCE DU POUVOIR ?

Les députés ont voté à une très forte majorité le 10 avril dernier « *une loi d'habilitation permettant au président de la République de prendre, par ordonnance, des mesures de nature législative afin de mettre en œuvre ses projets socio-économiques pour l'année 2013* ». En clair, les députés renoncent à certaines de leurs prérogatives.

A sa prise de fonction, Soro guillaume, l'actuel président de l'Assemblée Nationale avait dit que celle-ci ne serait plus une caisse de résonance. Eh bien, qu'est-ce qu'il pourrait dire maintenant ! Parce qu'en plus d'être l'écho du pouvoir, les députés obéissent au doigt et à l'œil au chef d'Etat.

LE GOUVERNEMENT ANNONCE UNE NOUVELLE MENACE CONTRE LES PETITES GENS !

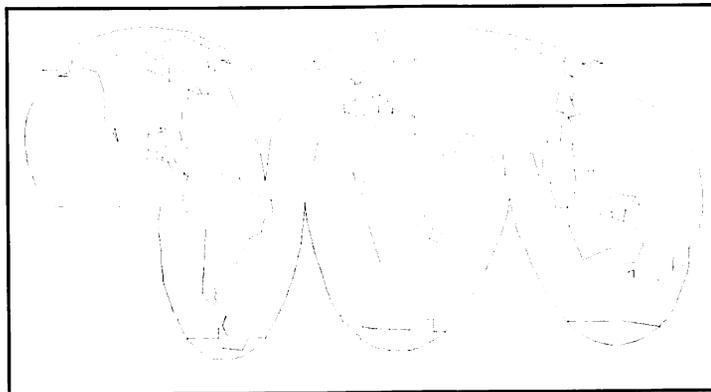
Dans un communiqué télévisé, le gouvernement a annoncé une énième opération de « *déguerpissement* ». Il demande à tous ceux qui occupent les sites aux abords des routes de quitter les lieux avant la fin du mois d'avril. Passé ce délai, tous ceux qui seront encore sur les sites seront chassés de gré ou de force.

Après le passage de Anne Ouloto, surnommé Bulldozer (pour les dégâts qu'elle a laissés dans la mémoire des petits vendeurs et commerçantes en détruisant étalages

et petits magasins), c'est autour de Allah Rémi, ministre de l'Environnement de prendre le relais. A chaque déguerpissement, les petits commerçants reviennent s'y installer faute de mieux. Ils n'ont pas d'autres choix car c'est c'est cette activité qui leur permet de vivre et faire vivre leur famille.

Après deux ans de gouvernance, le régime est toujours dans les promesses de création d'emplois. Pour faire face à la cherté de la vie, certains jeunes et femmes sans travail sont obligés de se débrouiller

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES ACCIDENTS DE TRAVAIL : LES EMPLOYEURS S'EN MOQUENT

Le 12 avril dernier, pendant le journal télévisé, un reportage a été présenté sur les accidents de travail et les maladies professionnelles. Selon ce reportage, près de 80% des entreprises en Côte d'Ivoire ne respectent pas les procédures en matière d'accidents de travail et de maladies professionnelles. En guise d'exemple, une jeune fille a témoigné sur son cas. Elle a été brûlée pendant qu'elle travaillait dans un restaurant. Son patron ne s'est occupé que des premiers soins ; tout le reste des soins c'est elle qui a été obligée de prendre à son compte.

Ce cas est loin d'être isolé. Le minimum que constitue la prise en

charge des accidentés n'est pas pris en compte bien souvent par les entreprises.

Il en va pareillement pour les causes des accidents eux-mêmes qui pourraient être évités. Les conditions de travail dans les usines sont mauvaises. Les machines sont souvent vétustes. Les accidents sont fréquents. Les patrons économisent sur le matériel de sécurité, et dans plusieurs cas, les travailleurs n'ont ni chaussures de sécurité, ni gants, ni masques anti poussière, même la tenue de travail, il n'y en a pas.

C'est dire oh combien les riches n'ont rien à faire de la vie des travailleurs.

SOTACI :

UN TRAVAILLEUR MEURT SUBITEMENT A L'USINE

Le 23 Mars dernier, l'un de nos collègues de la Section brouette est décédé de manière subite à l'usine. Pris d'un malaise, il a décidé de se rendre à l'infirmerie. C'est en attendant d'être reçu qu'il meurt sur le banc d'attente.

Avec tous les produits que nous manipulons à longueur de journée et

dont on ignore tout de la toxicité et de l'impact sur notre santé, comment s'étonner qu'il soit mort de cette façon brusque ? De plus, il n'y a ni d'ambulance ni un service pour gérer ce genre de cas d'urgence. C'est révoltant.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SICOGI PK 18 : SOUS LA PRESSION DES TRAVAILLEURS, LA DIRECTION A FINI PAR LACHER DES MIETTES

Suite à la grève du début du mois de février, la direction avait promis de respecter le barème salarial dans le BTP. Elle s'était aussi engagée à respecter les autres points de revendications avancées par les travailleurs, avec effet dès le début du mois de mars. Mais, plus les jours passaient plus la direction se jouait des travailleurs. Tantôt c'était un travailleur qui était renvoyé soi-disant pour cause de retard de quelques minutes. Tantôt ce sont de fausses accusations pour taxer les travailleurs de violents et palabreurs.

C'est d'ailleurs suite à une de ces accusations qu'il y a eu une nouvelle grève le jeudi 28 février. En effet, un des travailleurs a été accusé par son responsable chinois de lui avoir porté la main sur lui. Pourtant, ses collègues qui ont assisté à l'altercation entre les deux, disent que c'est plutôt le chef chinois qui a tapé le travailleur. D'ailleurs, ce chef chinois a habitude de porter la main sur les travailleurs, ce qui lui a valu à maintes reprises de changer de poste sur le même chantier. Mais comme la direction voulait coûte que coûte en découdre avec l'organisation des travailleurs, elle a pris la défense de son petit chef. Pour sentence, elle a décidé de renvoyer le travailleur. C'est ce geste qui a déclenché la grève du jeudi 28.

Le lendemain, une réunion est convoquée et cette fois-ci la Sicogi elle-même s'est chargé de mener la médiation entre les deux parties. Ainsi, il est décidé que les patrons finalisent le modèle de leur contrat pour le présenter le 16 mars aux travailleurs. Ce contrat devait prendre effet depuis le premier mars. Le rappel du nouveau salaire devait être perçu sur la paie de la deuxième quinzaine du mois de mars. Tous les travailleurs devaient fournir les dossiers pour leur déclaration individuelle à la CNPS, etc. Le lundi 4 mars, les travaux devaient reprendre. Le travailleur qui était accusé d'avoir frappé son chef, devait recevoir un « *avertissement* » ou une « *mise à pied* » à la place du renvoi. Mais pour ne pas accéder à cela, la direction de Covec a trouvé mieux de finaliser en même temps le modèle de contrat afin de faire la chasse aux sorcières.

Le mercredi 06 mars, elle convoque une nouvelle rencontre pour proposer son contrat occasionnel dit « *journalier* » et un autre dit « *à la tâche* ». Dans ces contrats, les travailleurs auront leur salaire de base, leur congé, leur gratification et leur indemnité de transport. Le manoeuvre touchera 2847F à la place de 2500 F et l'ouvrier 4112 F à la place de 3500 F. Ils seront payés sur bulletin, déclarés à la CNPS. Après discussion, les travailleurs ont dit qu'ils n'étaient

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

pas satisfaits du contrat mais que comme c'est une table de négociation, ils acceptent cette proposition sous réserve d'engager de nouvelles luttes une prochaine

Les travaux ont repris sur le chantier avec ce nouveau salaire mais les 5 délégués et 6 autres travailleurs ciblés par les patrons ont été remerciés après avoir touché leur indemnité de licenciement, accompagnée du «*manque à gagner*» par rapport au nouveau salaire. Le patron a voulu par là, décapiter le mouvement des

travailleurs. D'ailleurs, ça a fait effet durant trois semaines pendant lesquelles les travailleurs ont été démobilisés. Mais le patron, en prélevant 1200F sans justification, sur leur salaire de la deuxième quinzaine de mars, a fini par les pousser à un nouvel arrêt de travail le mercredi 03 avril. Et depuis ce jour, il y a une nouvelle mobilisation pour la mise en place d'une nouvelle organisation. Ainsi, un nouveau bureau est en place et ils comptent déposer un préavis pour exiger l'application complète de leurs revendications.

CIMAF : LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS A EU RAISON DU PATRON

CIMAF (cimenterie africaine) est la nouvelle cimenterie en construction à la zone industrielle de Yopougon, en face de la prison civile d'Abidjan (Maca). Sa construction a été confiée à une entreprise indienne du nom de CSL. Elle emploie aujourd'hui à peu près 400 ouvriers.

Ce chantier a commencé il y a moins d'un an et les travaux sont presque terminés. Les travailleurs ont travaillé de jour comme de nuit, sans repos. Ils percevaient un salaire dérisoire de 500 F l'heure pour les ouvriers et 300 F pour les manœuvres. Le travail de nuit était pointé de la même manière ainsi que les nombreuses heures supplémentaires. De temps en temps il y a eu des soubresauts pour des retards de salaire. Mais dans l'ensemble tout s'est bien passé jusqu'à la finition des gros œuvres. Le

patron a alors voulu se séparer d'une partie des travailleurs. Ses derniers s'attendaient à des mesures d'accompagnement par rapport aux promesses du patron. Mais grande a été leur surprise quand le patron n'a versé que le salaire seul, pour les 10 premiers partants. Ce qui n'est pas du goût des travailleurs qui ont vu leurs efforts récompensés par l'ingratitude. Le même soir, les travailleurs ont à nouveau tout arrêté. Ils décident de ne pas reprendre le travail le vendredi 29 tant que le patron ne donne pas une suite favorable à leur requête. Le vendredi matin, le patron leur a fait savoir qu'ils n'ont droit à rien et qu'ils peuvent aller se plaindre où ils veulent. Les travailleurs ont alors fait appel à leur syndicat et dans la discussion avec le patron, il s'est avéré que le contrat signé était irrégulier : le patron doit donc des heures supplémentaires

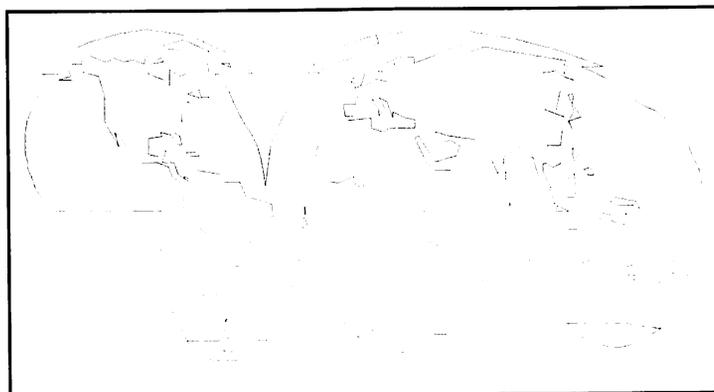
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

et d'autres primes aux travailleurs. Pour calmer la tension, le patron propose de donner un mois de salaire comme préavis à tous les travailleurs qui ont plus de 4 mois de présence sur le site. Une nouvelle rencontre est prévue pour le mercredi 03 avril. Mais contre toute attente, le mardi 02, à la descente, la direction a affiché une liste de 101 personnes qui devraient déposer leurs badges, leurs chaussures de sécurité ainsi que autres affaires afférentes. Ensuite, ils devaient passer prendre leur solde à la comptabilité. Immédiatement, l'information a fait le tour du chantier et les travailleurs ont abandonné le travail pour venir envahir la direction. Le comptable et les juristes qui devaient donner les certificats de travail se sont sauvés de justesse. Le mercredi 03, le chantier est paralysé et c'est à 11

heures que la négociation a débuté. Les travailleurs refusent même que les juristes venus au secours du patron entrent sur le chantier. C'est après maintes supplications qu'ils sont enfin acceptés. Au bout de la rencontre, les travailleurs ont obtenu le paiement de deux mois de transports, le paiement des indemnités des congés, de la gratification ainsi que la prime de précarité. Ils ont obtenu aussi le pointage de la journée de grève. Et enfin, pour le préavis, ils doivent rester sur le chantier jusqu'au 15 avril, même s'il n'y a plus de travail à proprement dit.

Par leur mobilisation et leur détermination, les travailleurs de Cimaf montrent que c'est cette arme, la grève, qui peut faire plier les patrons et les contraindre à respecter la dignité du monde du travail.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MALI : L'ETAT MALIEN POSSÈDE UNE ARMÉE A SON IMAGE
--

Dans le cadre d'une « *mission européenne* » dont le but serait de « *former* » l'armée malienne, 22 pays européens ont envoyé au Mali un contingent des 550 militaires instructeurs. Ils sont basés à Koulikoro, à environ 60 km de Bamako. Environ 3000 soldats maliens recevront une formation dans ce centre. Cette « *mission* » est sensée durer 15 mois, son coût est estimé à 12,3 millions d'euros. Le général français qui commande cette opération a expliqué que sa mission est de « *remettre à niveau l'armée malienne* » car elle est « *déstructurée* », « *incapable de se projeter dans l'avenir* » ... bref, que des mots gentils à l'égard de l'armée malienne qui, selon ce général, « *s'est effondrée parce qu'elle souffre de vingt ans de sous-financements systématiques et de la méfiance du pouvoir politique* ». Pauvre armée malienne, en plus d'être « *sous-financée* », elle est mal aimée ! A croire ce général elle ferait même pitié ! Comble d'hypocrisie, il est prévu de donner à ces pauvres soldats des « *cours de droit international humanitaire et sur la protection des civils* ».

Comme si le comportement de l'armée à l'égard de la population qu'elle maltraite et rançonne était lié au fait qu'elle n'a pas suivi des cours de droit ! Le capitaine Sanogo qui a fait le dernier putsch au Mali, a reçu une formation militaire « *approfondie* » aux États-Unis entre 2004 et 2010 où on lui a probablement enseigné des règles

de droits, cela ne l'a pas empêché de renverser Amadou Toumani Touré, deux mois avant l'élection présidentielle prévue pour le 29 avril 2012.

L'Etat malien possède l'armée qu'il mérite et elle est à l'image de tout l'appareil d'Etat, c'est-à-dire, gangrénée par la corruption, le clientélisme et le népotisme. Elle est plus apte à terroriser et à rançonner (que ce soit au Nord ou au Sud) une population inorganisée et sans arme pour se défendre, qu'à faire la guerre contre des groupes armés, surtout dans les zones désertiques du Nord. On connaît en effet les « *qualités* » de cette armée qui s'est illustrée à Kidal, à Konna et ailleurs, en abandonnant armes et bagages dès les premières attaques du MNLA et des djihadistes. Si l'intervention de l'armée française n'avait pas eu lieu, personne ne sait où en serait l'armée malienne aujourd'hui.

Si cette armée est corrompue de la tête aux pieds, si elle ne sait que terroriser les petites gens sans défense, ce n'est pas à cause du fait qu'elle n'a pas été formée aux droits humains mais à cause de choses beaucoup plus profondes liées au sous-développement et au pillage capitaliste.

Si l'impérialisme français a décidé d'envoyer plus de 4000 soldats au Mali et tout un arsenal en engins et en matériels de guerres sophistiqués, ce n'est pas pour aider le gouvernement

malien ni à le contraindre à devenir plus soucieux des droits humains dans ce pays mais d'abord pour défendre ses propres intérêts, c'est-à-dire, ceux des sa grande bourgeoisie qui exploite et qui pille les richesses naturelles dans cette région sahélienne.

Cette intervention militaire française a un coût estimé à près de trois millions d'euros par jour et elle n'est pas prête de prendre fin même si François Hollande a procédé tout dernièrement à un retrait partiel purement symbolique destiné à faire croire à l'opinion publique française qu'il respecte son engagement du départ qui était de se retirer du Mali assez rapidement « *dès le mois de mars* ».

Le coût de cette « *opération Serval* », ce sont les classes laborieuses de France qui vont le payer d'une manière ou d'une autre mais les bénéficiaires sont les trusts comme Aréva qui exploite les mines d'uranium au Niger dont les intérêts sont menacés par l'insécurité dans ce pays frontalier du Mali.

Le coût de cette guerre sera aussi supporté d'une manière ou d'une autre par l'ensemble des populations maliennes. Elles le payent déjà sous diverses formes : par le nombre de morts de civils innocents causés par les bombardements, par le nombre de réfugiés sans cesse en augmentation, par la cherté de la vie, au Nord comme au Sud, par l'insécurité qui règne sur une grande partie du territoire, par le délabrement et la désorganisation des infrastructures et des services publics utiles à la population, etc. Elle le paye

ou le payera aussi par la haine semée entre les populations arabo-berbères du nord et celles du sud.

Personne ne connaît le nombre de morts causés directement ou indirectement par cette sale guerre, personne ne connaît avec exactitude le nombre de gens qui ont tout perdu et qui ont dû fuir le pays ou la région du Nord pour aller trouver refuge ailleurs. C'est tout cela qui constitue le coût humain de cette guerre. Cette guerre est dépeinte par les dirigeants français et leurs protégés de Bamako comme un acte de libération des populations maliennes contre les « *terroristes* » mais la réalité est tout autre : c'est une guerre de l'impérialisme français pour sauvegarder sa zone d'influence dans ses anciennes colonies d'Afrique.

Les sommes importantes englouties dans les engins de mort et dans la formation d'une armée malienne se comportant comme un groupe de gangsters auraient pu servir plutôt à former des enseignants, des ingénieurs agronomes, du personnel médical pour soigner les habitants et améliorer leurs conditions d'existence. Elles auraient pu servir à construire des routes bitumées, des ponts, à creuser des puits, à construire des écoles pour faire profiter à la population des bienfaits des connaissances techniques et scientifiques. Mais demander cela aux dirigeants impérialistes c'est comme demander à un bouc de produire du lait. Tout « *socialistes* » qu'ils se disent, la seule chose qui compte pour eux ce sont les intérêts égoïstes de leur bourgeoisie.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.